

« Il faut s'enlever de la tête l'idée que la FEF est infestée d'extrémistes »

SUPÉRIEUR Fin de mandat pour Briec Wathélet à la tête du syndicat étudiant

- Le président sortant du principal syndicat étudiant francophone corrige la réputation de son organisation.
- Il tacle le système politique actuel.

Le jeune homme a des allures de beau-fils idéal. Un master de droit en cours d'acquisition, une capacité d'analyse inédite à cet âge, un regard aiguisé sur les problèmes du moment et, in fine, la possibilité de « tutoyer » les grands du petit monde de l'enseignement supérieur. Briec Wathélet, 23 ans, président sortant de la Fédération des étudiants francophones – le principal syndicat étudiant en Fédération Wallonie Bruxelles – a bataillé son année durant avec les ministres, recteurs, directeurs-présidents de hautes écoles... A l'heure de céder le flambeau (le 1^{er} août) à Maxime Mori, il se livre au *Soir*.

La présidence de la FEF, c'est souvent une année d'étude sacrifiée. Au nom de quoi ?

Disons que les leaders de la FEF aiment beaucoup les secondes sessions, mais essaient de valider un maximum de crédits... Si on s'engage de cette manière, c'est parce que le temps donné est plus profitable pour nous et la société que la réussite d'une année académique. Je n'ai pas sacrifié une année de ma vie, au contraire, la FEF m'a apporté une capacité d'analyse, une formation politique complémentaire que je n'aurais jamais reçue à l'université. Très peu de présidents de la FEF s'engagent pour avoir une ligne sur leur CV.

On en a tout de même vu un certain nombre filer ensuite en politique...

Il est sûr que certains prennent goût à la chose publique au point d'atterrir dans un parti politique, une organisation syndicale ou une association de jeunes. Ils continuent à faire vivre leur engagement, c'est normal, mais ce ne sera pas mon cas !

Jamais ?

Je ne dis pas « jamais ». Je dis

« pas dans les dix prochaines années », et « pas nécessairement à travers un parti ». C'est lié à mes convictions : un mandat politique ne devrait jamais s'apparenter à une carrière professionnelle. J'ai l'impression qu'il faut, pour renouveler la confiance des gens dans le système politique, une autre conception de la chose publique. Aussi, j'ai envie de travailler pour apprendre, avant de pouvoir émettre un jugement.

A propos de politique, la FEF est-elle – encore – un mouvement de gauche ?

Je n'ai aucun problème avec le fait de dire que la FEF a des idées progressistes, et c'est normal puisqu'elle est peuplée de jeunes qui veulent faire évoluer la société. Par contre, je n'accepte pas que l'idée que la FEF soit associée à un mouvement politique partisan parce que c'est fondamentalement faux, et sur la procédure, et sur le fond. A travers mon mandat, j'ai pu constater que les partis

traditionnels soi-disant proches de la FEF (PS, Ecolo, PTB...) ne nous ont pas toujours aidés. Alors que les partis soi-disant éloignés (MR, CDH...) nous ont parfois bien aidés. Donc, gauche, ça me gêne, mais progressiste, j'adhère.

Vous n'avez pourtant pas hésité à signer un communiqué commun avec la FGTEB en pleine grève du rail...

Il faisait suite à des propos complètement inappropriés de Marc Goblet. Ce communiqué, c'est juste la preuve qu'on a réussi à lui faire corriger. Il faut s'enlever de la tête l'idée que la FEF est infestée d'extrémistes. Elle se définit par rapport à son ADN (l'enseignement doit être public, de qualité, gratuit, démocratique et émancipateur), pas par rapport à des partis comme le PTB ou Ecolo qui, historiquement, ont toujours essayé d'avoir du poids à la FEF. C'est du passé, cela.

Cette année, j'ai eu des contacts parlementaires avec tous les partis, mais je n'ai vu qu'une seule fois le PTB alors que je rencontrais MR et CDH deux

fois par mois. Moi je me fous de qui va m'apporter une réponse aux problèmes, ce qui m'importe, c'est la solution. Faire passer les objectifs de l'organisation avant ses intérêts partisans, c'est une dynamique syndicale dans le sens noble du terme. A l'opposé, une démarche syndicale partisane, c'est utiliser les préoccupations des gens pour renforcer un parti.

La non-gratuité actuelle est relative. Est-ce pour vous un véritable frein à l'accès ?

Le minerval, ce n'est pas la barrière première, mais les coûts périphériques – logement, transport, supports de cours... – constituent un obstacle sous-estimé. Il faut y ajouter les barrières académiques : nous sommes champions des inégalités dans le secondaire, aussi toute forme d'épreuve à l'entrée

constitue-t-elle une barrière très importante. Y ajouter également les barrières culturelles : avec la représentation que des jeunes se font de l'enseignement supérieur, ils s'auto-persuadent de leur incapacité à y accéder. A cet égard, l'image élitiste véhiculée par les universités entretient cette réputation d'inaccessibilité.

Par les universités ?

Depuis le décret paysage de 2013 (NDLR : qui pousse tous les acteurs à travailler ensemble), elles craignent d'être associées aux hautes écoles, c'est symptomatique de la vision élitiste qu'elles ont d'elles-mêmes. A chaque réunion de l'Ares (NDLR : l'Académie qui chapeaute tout l'enseignement supérieur), on sent ce besoin d'entretenir la différence. Les recteurs craignent par-dessus tout de voir bradée leur liberté académique.

Le refinancement de l'enseignement supérieur vous satisfait-il ? Que dites-vous à Jean-Claude Marcourt ?

Je dis : « Jean-Claude, c'est un pas mignon en avant, mais de la part d'un ministre qui pèse dans le gouvernement, 10 millions cette année dans un budget enseignement supérieur de

1,3 milliard, c'est une goutte d'eau. » Cela étant, je sais que ce n'est pas simple. Par contre, je sais aussi qu'il a loupé le coche : il avait une ouverture pour réfléchir à la manière de limiter la concurrence dramatique entre établissements, mais il ne l'a pas fait. Il est dommage aussi que l'argent n'ait pas été orienté vers des politiques spécifiques, comme la réduction du taux d'échec. Mis sous pression par les recteurs qui craignaient pour leur liberté d'enseignement, il a raté son rendez-vous avec l'histoire.

Une déception ?

Durant mon mandat, le grand méchant loup a pris les habits de Maggie De Block, la ministre de la Santé. Sur chaque dossier qui concerne les étudiants – médecine, psychomotricité, jobs, psychothérapie... – elle a avancé seule, à l'encontre de nos intérêts. Quand on me parlait d'absence de concertation sociale, je doutais, mais avec elle, j'ai compris.

Votre plus belle victoire ?

La fin du critère académique pour les bourses... même si je sais qu'il a abouti au prix de marchandages politiques dans la majorité. Dans une coalition, il faut systématiquement qu'un projet soit échangé contre un autre. C'est dramatique. C'est symptomatique de la chute programmée des élites politiques. Moi, faire de la politique comme cela, c'est nié. Par contre, redonner un peu de goût de la politique aux gens, ça me plairait. Si on veut que les jeunes s'y intéressent enfin, il n'y a pas grand-chose à conserver dans le système politique que j'ai approché : un Parlement qui ne sert à peu près à rien, une opposition méprisée, une majorité qui perd tout sens critique, des initiatives cadencées par le gouvernement... En l'absence de prise de conscience de la part des partis traditionnels, on fait le lit de l'extrême droite. Le PS, sur cette nouvelle démocratie, est largué. Une certitude : la logique démocratique créée le désintérêt des jeunes. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF

**« Si on veut
que les jeunes
s'y intéressent,
il n'y a pas
grand-chose
à conserver
dans
le système
politique que
j'ai approché »**

UN AN APRÈS...

Cohérence

Début août 2015, Briec Wathelet succédait à Corinne Martin à la présidence de la Fédération des étudiants francophones, après en avoir été le secrétaire général de la FEF durant deux ans, de 2013 à 2015. Ce jeune homme de presque 24 ans – il les aura à la fin du mois d'août – est originaire d'Ottignies. Il termine cette année sa première année de master en droit économique et social à l'ULB.

Lors de son entrée en fonction, *Le Soir* lui demandait s'il était prêt à se frotter au monde politique. Réponse : « Cela ne me fait pas peur, je suis assez sûr de moi et surtout du message de la FEF, que je considère comme juste. Je ne suis pas "étiquetable", je prends les bonnes idées là où elles sont. J'ai déjà été en contact avec ce monde en tant que secrétaire général. Je suis prêt à montrer les dents et à serrer des pinces quand il le faut. » Un an plus tard, le discours et le regard sur le monde politique n'ont guère changé. Peut-être juste un peu plus désenchantés...

médecine « Catastrophique et hypocrite »

Comment réagissez-vous à la décision de suspension des classements au concours de première année en médecine ?

Nous sommes heureux de voir que le Conseil d'Etat dit la même chose que la FEF, en l'occurrence que cela fait quinze ans que les quotas sont mal ficelés, sur la base de chiffres inexactes et qui alimentent une pénurie de médecins que l'on constate déjà partout. Il faut être aveugle pour ne pas la voir. Il manque de médecins généralistes et de certaines spécialités dans de nombreux endroits. Dans ce cadre, il est parfaitement absurde d'effectuer une sélection pour empêcher certains étudiants qui ont parfaitement satisfait aux examens qui devaient vérifier leur niveau.

De plus, cela a induit, depuis des mois, une atmosphère détestable dans la faculté de médecine, où la concurrence a empoisonné tous les rapports humains. Les étudiants devraient s'entraider et on met en place un système où votre réussite dépend de l'échec de

l'autre. C'est inique.

Pas de quota du tout, alors ?

Il faut supprimer le contingentement fédéral, évaluer les besoins réels de la population dans la région francophone, sans doute par bassin de soins. On ne restreint pas les études, mais on planifie, par zones de garde, pour que les jeunes médecins s'installent là où on en a vraiment besoin. Et on verra rapidement qu'il y a aujourd'hui trop peu d'étudiants en médecine par rapport aux besoins réels. La pénurie de généralistes en Fédération Wallonie-Bruxelles a été récemment reconnue comme telle par le Forem ! Plus d'une commune sur deux manque de généralistes et, d'ici dix ans, seule la moitié des médecins retraités seront remplacés. La conséquence la plus importante, c'est qu'une haute juridiction a établi que les modalités actuelles de la planification posent de sérieux problèmes. Une fenêtre s'ouvre pour remettre en cause

plus profondément le système de planification tel qu'il existe en Belgique aujourd'hui et qui continue d'organiser la pénurie médicale.

Et quel est votre choix ? Concours ou examen d'entrée assorti d'une année propédeutique ?
Suis-je vraiment obligé de choisir entre deux projets que je déteste ? Entre couper une main ou un pied, quel est le mieux ? Dans les deux cas, c'est catastrophique et c'est hypocrite. Ce qui peut aider les étudiants, c'est un accompagnement personnalisé dès le début des études. Mais quand on demande aux recteurs de consacrer de l'argent à cela, c'est nient. Comme il y a zéro balise dans le décret financier, le ministre Marcourt est complice. En fait, quand il met deux concours en place alors qu'il sait que ce système est abject pour les étudiants, il crée le lit pour réclamer un examen d'entrée. ■

**Propos recueillis par
FRÉDÉRIC SOUMOIS**